



Publication
éditée par le
Collectif des
Retraités.e.s
CGT du
Bassin
Mâconnais

Syndicat CGT
des Retraités.e.s
Place des Cordeliers,
71000 MACON

Les 1^{er} et 3^{eme} Lundi
du mois
de 14h30 à 17h .

06 83 46 59 08.

[multipro-
retraitescgt.macon
@orange.fr](mailto:multipro-retraitescgt.macon@orange.fr)

[www.cgt-macon.org/
actualites/](http://www.cgt-macon.org/actualites/)

Directeur de
publication
J. PERRIN

Responsable
de rédaction
M.FREMY

EXIGEONS DE MIEUX VIVRE

Le 1er mai, journée internationale des travailleuses et travailleurs, va se tenir dans un contexte marqué par les guerres terriblement meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine. **Nous réaffirmons notre engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international.**

À la veille des élections européennes, loin du spectre d'une montée des populismes d'extrême droite en Europe, **c'est bien d'une Europe sociale et de protection de nos modèles sociaux que les salarié.es de tous les pays européens ont besoin.**

En France, nous sommes sous la menace d'un nouveau plan d'austérité.

Le dérapage des Finances Publiques avec un déficit public de 154 milliards d'euros en 2023 et une dette publique de 3101,2 milliards d'euros n'est pas dû à une hausse incontrôlée des dépenses publiques, mais à un ralentissement important des recettes fiscales.

Celles qui ont manqué sont : la TVA, celles liées au travail (cotisations sociales employeurs en baisse depuis 2017), à l'impôt sur les sociétés, au fiasco de la taxe exception

-nelle sur les superprofits des énergéticiens 12,3 milliards d'euros prévus en 2023 pour seulement 300 millions d'euro prélevés.

Mais plutôt que d'augmenter les impôts des plus riches et de revenir sur les cadeaux fiscaux faits aux entreprises (80 milliards d'exonérations de cotisations sociales en 2023), le gouvernement s'entête à vouloir réduire les dépenses publiques, en particulier les dépenses de protection sociale, au risque de dégrader encore plus fortement la situation économique et sociale.

Alors que les enjeux qui sont devant nous concer-

ent la transition technologique et écologique, il ne faut pas que l'Europe et la France soient menacées par une irruption des thèses les plus rétrogrades ou conservatrices.

Nous nous opposons aux politiques d'austérité sous la dépendance de la Finance et validées par l'extrême droite, ennemis des travailleuses et travailleurs.

Nous militons pour le renforcement de la protection sociale et s'opposons aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits et conquies du salariat (actifs, privés d'emploi, retraités).

Le 1er mai doit aussi être le prolongement des mobilisations du 8 mars pour l'égalité femmes/hommes alors que les femmes sont moins payées et plus souvent en situation de précarité.

Nous appelons les retraités.es à manifester à Mâcon le 1er mai contre l'austérité, pour l'emploi, des hausse de pensions et -salaires, la défense des services publics, une protection sociale de haut niveau, les libertés et la paix juste et durable dans le monde.



**RASSEMBLEMENT
à 10H30
Maison des
Syndicats
Place des cordeliers
Mâcon**

MOBILISATION CITOYENNE



Nos adhérents se sont mobilisés pour le rassemblement du 21 janvier contre la Loi Asile et Immigration à l'appel de la CGT avec FSU, CFTD, PCF, PS, FI, EELV, LDH, ASTI...

Cette loi met en place un système entraînant une grave précarisation du droit au séjour, durcit les conditions permettant l'intégration des personnes de nationalité étrangère.

Les mesures sont dangereuses, non seulement pour les personnes étrangères présentes sur le territoire français mais également pour la société en elle-même. Ce texte détruit les principes fondamentaux des droits de l'Homme fondateurs de notre pays.

Le Conseil constitutionnel a décidé de rejeter 32 dispositions sur 49 examinées, les considérant anti-constitutionnelles.

La CGT ne laissera pas bafouer les principes de la République et continuera d'agir pour le progrès et la justice sociale.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES

Le « Collectif du 8 mars » : AM.i, Amnesty International, LDH, LSR, UL CGT Mâcon, Le Pas Sud Bourgogne, Secours Populaire conviaient à une soirée le 6 mars à la médiathèque.

Sabine Salmon, présidente de Femmes Solidaires, Marie Massako, ambassadrice de « Donnons des elles au Vélo » Floriane Lamort, arbitre régionale de karaté animaient la table ronde « **Égalité dans le sport entre femmes et hommes, une épreuve d'endurance!** »

Constats, témoignages éloquentes, préconisations ont illustré ce thème et montré que les femmes ont encore bien des batailles à mener.

ASSEMBLÉE DU SYNDICAT

MOMENTS DÉMOCRATIQUES

Temps de bilans mais aussi de décisions prises à l'unanimité:

→ **De nouveaux statuts** adoptés après amendements;

→ **Des actions** salarié.es et retraité.es localement avec l'Union Locale de Mâcon et avec l'Union Syndicale des Retraité.es du département;

→ **Une feuille de route annuelle votée à 100%** permettant de développer notre organisation syndicale de retraité.es, de mettre en œuvre des initiatives pour répondre à nos besoins (transports gratuits, augmentation du pouvoir d'achat des pensions, accès aux soins...)

L'accueil de nouveaux adhérents reste une priorité pour être plus nombreux pour se faire entendre des Pouvoirs Publics, de nos élu.es.



HAUSSE DES PENSIONS DE 10% MOBILISATION DU 26 MARS

Au moins 120 initiatives unitaires, des rassemblements et manifestations dans 95 départements,

plus de 25 000 retraité.es en colère sont descendus dans la rue dans toute la France ce 26 mars 2024 pour dire leur ras-le-bol face à l'effondrement de leur pouvoir d'achat.





En Saône et Loire, **4 initiatives**, : Autun, Chalon, Mâcon et Montceau les Mines.

À Mâcon, Place de la Barre, **14 CGT, 2 FSU, 1 FO** (Barnum, sono, distribution de tracts, signatures de pétitions pour + 10% d'augmentation des pensions) **sont allés à la rencontre des habitants sous une pluie XXL.**

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Des retraité.es désemparé.es face à la hausse des prix: produits alimentaires + 19% en 2023, électricité + 25%, gaz + 25,2%, transports + 8,6%...

11% des 9,1 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté sont des retraités. En 2023, 50% des 17 millions de retraités ont des pensions inférieures à 1570 euros brut mensuel.

L'augmentation des retraites de 4,9 % en novembre 2023, puis celle (non décidée par le gouvernement mais imposée par la loi du fait de l'inflation) de 5,3% en janvier 2024 ne permettent toutefois pas de rattraper les pertes de pouvoir d'achat abyssales.

Alors, aujourd'hui comment vais-je dépenser ma fortune de 192,67 milliards d'euros ???

Bernard Arnault , PDG du Groupe français LVMH. 1ere fortune du monde en 2024 (source Forbes)



GONFLÉ BRUNO LE MAIRE

Alors qu'il offre des centaines de milliards de cadeaux aux patrons sous forme "d'aides aux entreprises", Le Maire nous annonce que "la gratuité de tout, pour tous, c'est fini". De quelle gratuité parle donc ce nanti à qui nous payons chauffeur, voiture et logement de fonction, en sus de son indemnité de ministre à plus de 10 000 € par mois ?

Mettre dans la tête des gens qu'on les soigne, qu'on leur verse diverses allocations gratuitement, c'est oublier toutes les cotisations sociales, CSG, CRDS etc. prélevées sur nos salaires et nos pensions.

La santé, les aides sociales, le chômage, la retraite, les services publics sont payés par nous tous, qui cotisons, et même par les plus pauvres d'entre nous, trop souvent traités d'assistés ou de cas-soc'. Même les personnes aux minimas sociaux, au RSA payent des impôts tous les jours. C'est la TVA sur le paquet de pâtes, le café, les gâteaux pour les gosses... sur tous les achats et factures du quotidien. Elles cotisent donc aussi pour leurs allocations et leurs indemnités, on ne leur donne pas gratuitement.

La TVA a rapporté 200 milliards dans les caisses de l'Etat en 2023. La France n'a jamais collecté autant d'argent issu de cet impôt que les Français payent en faisant leurs courses, en réglant l'électricité, le gaz, en mettant du carburant dans la voiture. Et quand les prix augmentent, la TVA aussi.

Mais sur ces 200 milliards collectés, plus de 100 milliards se sont volatilisés en cadeaux fiscaux aux grands groupes. Alors qui sont les profiteurs ! Qui sont les assistés?

Marie-Rose Patelli

ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS, NOTRE PRIORITÉ

L'Union Syndicale des Retraités CGT de Saône et Loire poursuit avec vous depuis 1 an ses actions pour un accès aux soins pour tous.

Après la mobilisation des retraités bourguignons le 26 septembre à l'ARS à Dijon (*Dépôt de 14.692 signatures sur la pétition accès aux soins*), la table ronde du 8 décembre au Creusot, **nous interpellons, nos député.es, sénateurs-trices, les maires, les partis politiques et la CPAM71.**

Des lettres ouvertes leur sont envoyées pour leur demander de se positionner clairement sur ce qu'ils comptent faire pour améliorer la réponse aux besoins de santé des populations de notre département.

À cette situation déjà catastrophique (déserts médicaux, dépassements d'honoraires exorbitants, frais de déplacement pour aller consulter bien plus loin que 30Kms...) **les mesures prises par le gouvernement Attal, loin d'améliorer la santé des Français va l'aggraver.**



LES FRANCHISES MÉDICALES

Depuis le 31 mars 24 cela met à mal le principe de la sécurité sociale où chacun est sensé cotiser selon ses moyens et recevoir selon ses besoins.

C'est un impôt déguisé. Le malade serait un profiteur qu'il faudrait éduquer et faire payer.

Le renoncement aux soins va s'amplifier. Et c'est contreproductif : qui dit renoncement aux soins, dit aggravation des pathologies, hospitalisation et coût plus important.

Le baromètre de Santé Publique France montre que 25% de la population renoncent aux soins dont une partie pour raison financière.

Franchises appliquées aux médicaments ou tout autre unité de conditionnement à 0,50€ passent à 1€.

Les actes paramédicaux (Infirmiers, kiné...) à 0,50€ passent à 1€. **Les transports sanitaires** (Ambulance, Véhicule sanitaire Léger = VSL ou taxi conventionné) à 2€ passent à 4€. **Les actes et consultations** réalisées par un médecin à 1€ passent à 2€. **Les examens et analyses biologiques** à 1€ passent à 2€.

Dans le même temps le gouvernement a demandé un rapport à la Cour des comptes pour savoir où il pourrait encore **couper dans les dépenses de santé pour juin dont la révision de la prise en charge des ALD** (12,2 millions de personnes en ALD, prises en charge à 100% par la sécu).

Se rajoute « La taxe lapin » de 5€ que le patient pourrait payer s'il ne vient pas à un R/V chez son médecin sans prévenir et **le ministre délégué à la santé propose de partager des VSL** ou d'utiliser les transports en commun et faire de la marche pour diminuer les remboursements des transports.

S'attaquer aussi frontalement à la prise en charge, pourtant déjà insuffisante, des maladies graves et chroniques, c'est une abjection sans nom. **C'est politiquement, éthiquement et économiquement INACCEPTABLE !**

« *Les sommes récupérées grâce aux franchises sont bien au deçà des économies que l'assurance maladie pourrait réaliser si elle contrôlait davantage le prix des médicaments !*

Au lieu de cela, les laboratoires continuent de s'engraisser sur le dos des malades ! C'est la logique du capital qui triomphe au détriment de tout ce qu'avait été mis en place par le Conseil National de la Résistance. » Cathy CAU Secrétaire Générale de l'Union Confédérale CGT des Retraités.es.

Considérer les malades comme des assistés est insupportable quand les vrais assistés sont les entreprises.

- 97 milliards de dividendes pour les seules entreprises du CAC40 en 2023

- 157 milliards d'aides publiques en 2019 (chiffres IRES) sans condition.

DE PLUS EN PLUS DE FRANÇAIS RENONCENT À SE SOIGNER POUR DES RAISONS FINANCIÈRES



SERVICE AUTONOMIE UNE AVANCÉE OU MOYEN DE RÉALISER DES ÉCONOMIES?



Le 13 Juillet 2023, l'Assemblée Nationale votait pour la mise en œuvre progressive des « services autonomie ». Pour qu'un Service de Soins Infirmiers à Domicile (S.S.I.A.D.) puisse continuer d'intervenir sur son territoire, il fallait qu'il se rapproche d'un Service d'Aide à Domicile (S.A.D.), en conventionnant pour deux ans puis en fusionnant au bout des deux ans.

Malgré, les interrogations, personne n'était en capacité de définir la plus value que cette nouvelle organisation allait apporter aux séniors. Aujourd'hui, les deux services se coordonnent naturellement, ils sont en contact régulier.

On pouvait alors s'interroger sur les objectifs de cette réforme: mesure d'économie, en faisant disparaître des S.S.I.A.D. ? Donc disparition d'une partie de la capacité d'accueil des S.S.I.A.D. ?

Le Sénat, a, le 31 janvier dernier, bloqué cette réforme en demandant une autre définition de réglementation pour le « bien vieillir ».

La CGT, elle, revendique la création d'un cinquième risque au sein de l'assurance maladie : « la lutte contre la dépendance », avec une prise en charge par la sécurité sociale à 100%, sans reste à charge.

Entre cette revendication et les orientations gouvernementales, il y a loin de la coupe aux lèvres. Les retraités, comme les actifs doivent porter cette revendication.

LAÏCITÉ ET VALEURS RÉPUBLICAINES

Agir pour la laïcité et les valeurs Républicaines a tenu son Assemblée Générale le 11 mars 2024.

Cette association a été créée en janvier 2015, suite à une conférence sur la laïcité d'Anicet LEPORS à la MJC Héritan à Mâcon.

Ce fut le moment de faire le compte rendu des actions nombreuses qu'a mené cette association départementale en matière de promotion de la Laïcité.

On le voit chaque jour, le religieux, prend une place de plus en plus importante, de manière ostensible ou de manière plus discrète. Refus de certains contenus scolaires, volonté de montrer par le port d'objet ou vêtement son appartenance communautaire ou religieuse, menace de mort pour certains enseignants ou proviseurs.

Nous nous devons d'agir en expliquant les règles collectives de notre société sécularisée depuis 1905 et la loi de séparation des églises et de l'Etat.

Pour se faire, l'association a créé un « collage de texte » « Vivre libre avec la Laïcité », qui a donné lieu à une lecture publique le 7 décembre dernier à la MJC Héritan.

Vous pouvez découvrir ce spectacle qui donne à entendre l'histoire et ce qu'est la Laïcité, dans notre pays en copiant ce lien :

https://www.youtube.com/watch?v=d6twS_c5-cg

L'association propose également des « cafés laïcité » auprès de tous les publics. Vous pouvez contacter l'association à l'adresse :

agirpourla-laicite@orange.fr

CHARTRE DE LA LAÏCITÉ À L'ÉCOLE



Jean Marc DUMAS



Extrait d'un texte de la manifestation à Clermont Ferrand le 6 avril du Collectif 63 pour une Paix juste et durable (33 Organisations dont la CGT)

« ...En toute impunité, le gouvernement suprémaciste d'extrême-droite israélien refuse d'appliquer l'ordonnance de la Cour Internationale de Justice (CIJ) pour l'arrêt des actes génocidaires. Au contraire, il intensifie sa guerre atroce contre la population de Gaza. Il tue, mutilé des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, de bébés. Il détruit tout. Rien n'est épargné ! Aux bombardements intensifs et déplacements forcés, il a ajouté l'organisation délibérée de la famine. Gaza sous blocus était une prison à ciel ouvert, c'est devenu un cimetière à ciel ouvert !

IL FAUT ARRÊTER LES MASSACRES ET ACHEMINER L'AIDE HUMANITAIRE SANS RESTRICTION NI CONTRÔLE

En Cisjordanie, la population subit un nettoyage ethnique avec les attaques répétées des colons israéliens protégés par l'armée. Des centaines de morts, des habitations détruites, des confiscations de terres et des emprisonnements par milliers rendent toute vie normale impossible et encouragent ainsi le déplacement ou l'exil. Au vol des terres s'ajoute celui de 80% des réserves d'eau au profit des colonies illégales. Le nombre de colonies a considérablement augmenté, le nombre de leurs habitants est passé de 250 000 en 1993 à plus de 700 000 en 2023.

À Gaza comme en Cisjordanie, l'objectif est d'éli-

-miner la présence palestinienne pour la remplacer par des colonies juives.

Par leur inaction, voire par leur soutien direct, les pays occidentaux alliés d'Israël, dont la France, sont complices de ce génocide.

Assez de paroles et de discours, des actes :

- ⇒ **un cessez-le-feu immédiat, total et permanent dans la Bande de Gaza;**
- ⇒ l'entrée sans restriction de l'aide humanitaire et le financement de l'UNRWA;
- ⇒ le retrait immédiat des troupes israéliennes de Gaza et de Cisjordanie;
- ⇒ le financement par Israël de la reconstruction de Gaza;
- ⇒ la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens soumis à des traitements inhumains;
- ⇒ des sanctions contre Israël tant qu'il ne respecte pas le droit international;
- ⇒ l'arrêt des livraisons d'armes par la France à Israël et de toute coopération militaire;
- ⇒ la France doit agir pour la suspension par l'U.E. de l'accord d'association.

Le peuple palestinien a le droit de vivre sur sa terre. Nous soutenons son droit à l'autodétermination, sa lutte contre l'occupation et la colonisation jusqu'à l'instauration d'une paix juste et durable. »

NON AU LIVRET A POUR FINANCER LA GUERRE

Le Sénat a approuvé le 6 mars 2024, par 244 voix contre 34, l'affectation d'une partie des ressources collectées sur le livret A et le livret de développement durable et solidaire (LDDS) vers les entreprises de la défense française.

L'épargne populaire du livret A, dédiée au logement et à la politique de la ville, et celle du LDDS qui permet de contribuer au financement de la transition énergétique et à l'économie sociale et solidaire sera donc, en partie, détournée pour financer l'industrie de la guerre.

Un signal supplémentaire aux propos d'Emmanuel Macron pour embrigader l'opinion et l'impliquer dans une guerre qui serait inéluctable.

L'IMPOSTURE SOCIALE DES PARTIS D'EXTRÊME DROITE SE PROPAGE



Qu'elle soit française ou européenne, dans un monde où les repères idéologiques sont brouillés, l'extrême droite met de plus en plus en avant son volet social afin de séduire les classes populaires et se pose en défenseur de ces catégories populaires.

Ne soyons pas dupes de ce jeu malsain, dont l'objectif est uniquement d'accéder au pouvoir.

L'instrumentalisation de la précarité, l'absence de réponses aux besoins des travailleurs nourrissent le terreau de l'extrême droite et engendrent la banalisation de ses idées. Des idées pourtant toujours aussi nauséabondes malgré un changement de sémantique.

La priorité nationale a remplacé la préférence nationale. Mais le rejet de l'autre, la xénophobie, demeurent le ciment de l'extrême droite.

Le risque est de voir l'extrême droite progresser lors des élections européennes de juin 2024, et devenir ainsi une force centrale du parlement européen.

De même, l'accession au pouvoir de l'extrême droite à la prochaine présidentielle est bien réelle.

Car nous le voyons au travers de sondages et d'enquêtes, les ouvriers et maintenant les retraités sont sensibles au discours de façade du RN sur le pouvoir d'achat et l'insécurité, se sentant trahis par la gauche comme par la droite.

Mais la réalité est toute autre:

➤ **Quand il s'agit d'augmenter les salaires minimaux, l'extrême droite s'y oppose.** Ainsi, l'extrême droite a voté contre l'augmentation du SMIC à 1.500 €; contre l'indexation des salaires sur l'inflation; contre l'encadrement des salaires.

Depuis 2017 la proposition de hausse du SMIC a bien disparu des propositions affichées par la représentante de l'extrême droite lors des élections afin de charmer le patronat.

➤ **Quand il s'agit de revaloriser les petites pensions de retraite l'extrême droite s'y oppose**

➤ **Quand il s'agit de soutenir les plus riches l'extrême droite vote pour et en faveur du capital.** Ainsi, l'extrême droite a voté contre le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF), la taxe sur les superprofits, et la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros.

➤ **Quand il s'agit d'aider les plus modestes, l'extrême droite vote contre** le blocage des prix de première nécessité et la gratuité des premiers mètres cube d'eau, **contre** la gratuité des cantines et des fournitures scolaires, **contre** la garantie d'autonomie à 1.063 euros.

➤ **Quand il s'agit de renforcer le dialogue social et la démocratie dans l'entreprise l'extrême droite vote contre.**

➤ **Quand il s'agit de développer les services publics l'extrême droite veut faire voter des mesures qui réduisent les finances publiques:** + d'allègements de cotisations sociales employeurs, + de défiscalisations des heures supplémentaires, réduction d'impôts sur les successions. Tout ceci entraînant une diminution des recettes fiscales pour l'État de 40 milliards.

Sociale l'extrême droite? Certainement pas ! Elle veut réduire le nombre de logement sociaux et supprimer le minimum de 25 % de logements sociaux imposés aux communes. Ajouter à cela la « préférence nationale », renommée « priorité nationale » pour l'attribution des logements.

Elle s'est opposée au débloqué d'un milliard d'euros pour la lutte contre les violences faites aux femmes.

Il faut l'affirmer haut et fort : l'extrême droite n'est absolument pas un parti pour faire valoir les revendications des travailleur·euses, des retraité·es, des privé·es d'emploi et elle est en totale opposition avec tout ce que défend la CGT.

FÊTE POUR TOUS !!! MAIS...



« On demande aux salariés de renoncer à leurs congés d'été sans même une contrepartie salariale, (...) on demande à des salariés de province (...) de venir renforcer les effectifs de la région parisienne sans même leur assurer un logement décent, on demande aux salariés de travailler les dimanches de juin à septembre, (...) une durée bien plus large que les Jeux olympiques »

« La CGT ne laissera pas faire. On défend nos droits, on défend les JO et on n'a pas à renoncer à nos droits au nom des JO » Sophie BINET

LES JO C'EST AUSSI :

➔ Le ticket de métro à 2,10 euros, qui passera durant cette période à 4 euros l'unité pour l'ensemble des visiteurs.

➔ Ce devait être un des marqueurs forts de ces Jeux « populaires » avec 600 000 spectateurs le long des 6,3 km de la Seine au cœur de la capitale, dont « 400 000 à 500 000 gratuitement ». Pour des raisons de sécurité, ce seront finalement **326 000 spectateurs qui pourront se rendre sur les quais, le 26 juillet, dont 222 000 sans ouvrir leur porte-monnaie.**

Le nombre de places payantes (90 euros à 2 700 euros), les mieux situées, n'a, lui, quasiment pas diminué, tandis que celui des places gratuites a fondu de moitié.

➔ Assister à des épreuves **coûtera plus cher que lors des précédentes éditions.**

Avec un million de places seulement, sur les 10 millions mis en vente, à 24 euros, et 5 millions à 50 euros et moins, les organisateurs n'ont pas tenu la promesse de Jeux « accessibles ».



Georgette GORB est décédée le 27 janvier à l'aube de ses 92 ans. Elle avait travaillé à l'URSSAF notamment à Paris.

Son décès est survenu à l'Ehpad de la RDAS qu'elle avait intégré depuis quelques années.



La Macif vous protège dans votre activité syndicale avec des contrats sur mesure.

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

➔ **Contactez-nous : partenariat@macif.fr**



La Macif,
c'est vous.

Rejoignez nous !

Se syndiquer, c'est aussi important en retraite qu'en activité.

J'adhère au syndicat CGT des retraités.es du bassin mâconnais

NOM.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

CP Ville

Tél..... Courriel.....

Signature

A retourner à Syndicat CGT des Retraités Place des Cordeliers 71000 Mâcon